



HAL
open science

Rapport de mission au Santa Catarina (Brésil) du 3 au 17 juin 1989

Guy Durand, Pierre Latimier

► **To cite this version:**

Guy Durand, Pierre Latimier. Rapport de mission au Santa Catarina (Brésil) du 3 au 17 juin 1989.
[Rapport de recherche] Inconnu. 1989, 20 p. hal-02403501

HAL Id: hal-02403501

<https://hal.science/hal-02403501v1>

Submitted on 10 Dec 2019

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives 4.0
International License

ECOLE NATIONALE
SUPERIEURE AGRONOMIQUE
Département des Sciences
Economiques et Sociales
65 rue de St Brieuc
35042 - RENNES Cedex

APCA (Assemblée
Permanente des Chambres
d'Agriculture)
Chambre d'Agriculture
des Côtes du Nord
S.U.A.E.
BP 54 - 22190 PLERIN



RAPPORT DE MISSION
AU SANTA CATARINA (Brésil)
du 3 au 17 Juin 1989

Guy DURAND
Maître-assistant
d'Economie Rurale
E.N.S.A.R.

Pierre LATIMIER
Ingénieur
E.D.E. des Côtes du Nord

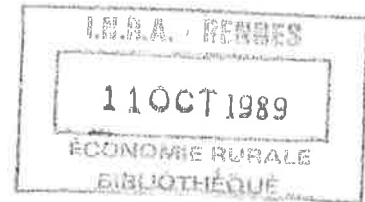
Voyage financé par : G.R.E.T.

Séjour financé par : F.I.N.E.P.

JUILLET 1989

ENSA-
SR-REN
D^o 12

SOMMAIRE



I - OBJET ET DEROULEMENT DE LA MISSION

1. Objet
2. Déroulement de la mission

II - LA REGION OUEST ET LE CPPP

1. Caractéristiques de la région ouest de Santa Catarina
2. Le CPPP (Centre de Recherche sur la Petite Propriété)

III - SYNTHESE DES OBSERVATIONS DE LA MISSION

1. Les petites exploitations
2. L'organisation des agriculteurs
3. L'environnement agro-alimentaire
4. Les acquis de la recherche

41 - Le centre de l'EMBRAPA
42 - Le CPPP

IV - CONCLUSIONS ET PROPOSITIONS

1. au niveau du CPPP
2. au niveau du STR
3. au niveau des IAA
4. Le séminaire international sur les pollutions agricoles

ANNEXES

DOCUMENTATION ÉCONOMIE RURALE RENNES



I - OBJET ET DEROULEMENT DE LA MISSION

1. Objet

Cette mission réalisée dans l'Etat de Santa Catarina (Brésil) du 3 au 17 juin 1989 s'inscrit dans le cadre de l'accord reliant le GRET (Groupe de Recherche et d'Echanges Technologique) et la FINEP (organisme de financement de la recherche brésilienne). Elle fait suite à de premiers contacts de nos partenaires brésiliens de la recherche et du développement agricole (EMPASC et ACARESC) en France et plus particulièrement en Bretagne.

Parallèlement, des contacts se sont établis entre les coopératives agricoles de Bretagne et de l'Etat de Santa Catarina débouchant sur un certain nombre de jumelages (échanges de technologies, de techniciens, de jeunes agriculteurs adhérents,...)

La mission avait pour objet de préciser le projet de Recherche, formation, Développement (R.F.D.) de Chapecó (Ouest de l'Etat de Santa Catarina) et de faire des propositions de coopération entre les différents acteurs de la région ouest de l'Etat de Santa Catarina et la région Bretagne, ces deux régions ayant en commun une vocation de production animale intensive (porcs et volailles notamment). Elle devait aussi examiner les conditions de réalisation d'un séminaire international sur les pollutions d'origine agricole qui pourrait avoir lieu à Florianopolis en novembre 1990.

Elle était composée de deux personnes : Guy Durand, enseignant-chercheur à l'ENSA de Rennes au titre de la recherche et de la formation et Pierre Latimier, ingénieur à l'EDE des Côtes du Nord au titre des organisations professionnelles (A.P.C.A.)

Au même moment, deux ingénieurs de l'ITEB réalisaient une mission de même nature dans un Etat voisin, le Parana.

2. Déroulement de la mission

Hormis une réunion préalable à la FINEP avec Rogerio Vasconcellos de Sá, assistant aux relations extérieures et une synthèse finale à Curitiba réunissant les deux missions Santa Catarina et Parana, la mission s'est déroulée à Chapecó, capitale de la région ouest de l'Etat de Santa Catarina.

L'organisme d'accueil était le CPPP (Centre de Recherche de la Petite Propriété) de Chapecó, centre dépendant de l'EMPASC. Raúl de Nadal, coordinateur du projet socio-économie du CPPP, nous a accompagné pendant toute la durée de notre séjour.

Nous avons privilégié au cours de nos visites et entretiens le secteur de la petite propriété paysanne qui fait l'objet des recherches du CPPP. Cependant il nous a semblé important de prêter attention à l'environnement économique et social de ces petits et moyens agriculteurs. Ainsi nous avons pu :

- visiter quatre exploitations considérées comme représentatives des petites et moyennes propriétés dont deux sont dans l'échantillon étudié par l'équipe socio-économie du CPPP
- prendre contact avec la junta directive et les animateurs du syndicat des travailleurs ruraux de Chapecó (STR)
- avoir des entretiens avec des responsables des Industries Agro-alimentaires : SAIC, SADIA pour le secteur privé et Cooper alfa et Cooper Central pour le secteur coopératif (avec visite de l'abattoir de porcs de cette dernière)
- visiter le centre de recherche porcine et avicole de l'EMBRAPA à Concordia
- discuter avec les chercheurs du CPPP et les techniciens de l'ACARESC au cours d'un séminaire commun.

Les contacts avec l'Université Fédérale de Florianópolis (faculté d'agronomie) n'ont pu être possibles en raison d'une grève qui durait déjà depuis plusieurs semaines. Un contact informel a pu cependant être établi avec une sociologue coordinatrice du 3ème cycle de sociologie politique.

II - LA REGION OUEST ET LE CPPP

1. Caractéristiques de la région ouest de Santa Catarina

L'Etat de Santa Catarina s'étend sur une superficie de 95985 km² (soit 3,4 fois la Bretagne). Il se compose de trois régions géographiquement distinctes :

- une région littorale légèrement ondulée d'une altitude inférieure à 700 m
- un plateau central entre 700 et 1 500 m
- une région plus ondulée à l'Ouest.

Les sols sont acides et de fertilité moyenne. La pluviométrie varie de 1 200 à 2 200 mm d'eau par an et est assez bien répartie tout au long de l'année. Le climat est tempéré avec une température annuelle de 16 à 19° C. à l'ouest et seulement 4 à 5 jours de gelées par an.

La population est d'environ 4 500 000 hab. avec une densité plus forte en zone littorale et dans l'ouest.

C'est un Etat à vocation agricole affirmée : premier producteur du Brésil en ail, pomme, tabac, poulet (environ 1,4 fois la production bretonne), miel, deuxième producteur en riz et production porcine (0,4 fois la production bretonne).

La production agricole est majoritairement le fait de petites exploitations. Selon le recensement de 1985, 90,2% des exploitations avaient moins de 50 ha. En 1980, elles concentraient 62% de la production végétale, et 71% de la production animale.

L'importance de la production agricole et de la petite propriété est encore plus affirmée dans la région Ouest. En 1980, 86417 exploitations avaient moins de 50 ha, soit 94% du total et occupaient 56% de la superficie.

Bien qu'elle ne représente que 31% de la superficie totale de l'Etat, la région ouest contribuait en 1983 à :

- 57% de la production agricole en valeur
 - . 50% de la production végétale
 - . 69% de la production animale
- mais : 56% du haricot, 74% du maïs, 78% du soja, 88% du blé, 48% des pommes, 77% du poulet de chair, 36% du lait, 81% du porc et 26% de la viande bovine.

Si les petites et moyennes exploitations sont dominantes en nombre, elles sont souvent situées sur des terres à fortes pentes et caillouteuses, difficiles à mécaniser et sensibles à l'érosion. Leurs faibles moyens financiers rendent difficile l'accès aux techniques modernes de production.

2. Le CPPP (Centre de Recherche sur la Petite Propriété)

L'objectif du CPPP, créé en 1983 au sein de l'EMPASC, était de générer et d'adapter des techniques susceptibles de répondre aux besoins des petits et moyens agriculteurs largement majoritaires dans la région ouest de Santa Catarina. Cependant, la pratique a vite montré que les obstacles à l'adoption des techniques étaient surtout sociaux et économiques. Le fossé entre les paysans et les chercheurs peut s'expliquer de plusieurs façons selon ces derniers :

- l'adoption d'une technique nouvelle comporte un risque économique au niveau du paysan, non pris en compte par le chercheur.
- les objectifs et stratégies des paysans et des chercheurs ne coïncident pas toujours.
- les paysans ne disposent pas toujours des ressources nécessaires à l'achat des facteurs de production que préconise le chercheur ou le développeur.
- Enfin la communication entre les chercheurs, développeurs (vulgarisateurs) et paysans est rendue difficile par la distance sociale et éducationnelle.

Le constat a abouti à la naissance d'une équipe de socio-économistes au sein du CPPP avec la participation d'autres chercheurs agronomes et vulgarisateurs. Cette équipe constituée à partir de 1986 a pu compter sur l'appui de la GTZ (financement et envoi d'un expert pendant 3 ans). La méthode utilisée a été celle de l'analyse systémique inspirée des centres internationaux de recherches (CIAT de Colombie et CIMMYT du Mexique) appliquée aux petites propriétés de la région ouest de Santa Catarina. Un premier diagnostic rapide a permis de choisir le municipe de Coronel Freitas comme zone test pour les travaux de recherche à réaliser. Ce municipe a en effet été considéré comme représentatif de l'ensemble de la région ouest tant en ce qui concerne les productions que les structures d'exploitation ou le type de propriété. Des enquêtes approfondies et un suivi régulier a été ainsi réalisé auprès de 18 exploitations avec l'objectif d'en mieux comprendre le fonctionnement technique et économique et de tester des outils comptables adaptés aux petites exploitations familiales. Dans une étape ultérieure, il est prévu de mettre en place un réseau d'exploitations de références qui puisse servir aux chercheurs pour identifier les questions techniques (ou les nécessités de recherches) dans les conditions mêmes des agriculteurs.

III - SYNTHÈSE DES OBSERVATIONS DE LA MISSION

1. Les petites exploitations

Les petits et moyens exploitants que nous avons visités sont selon nos accompagnateurs représentatifs de la région. En de nombreux points ils nous ont semblé s'apparenter à la situation des exploitants bretons il y a une quarantaine d'années : petite taille, activités diversifiées, culture et élevage, exploitations familiales. Il faut cependant noter que si la famille se nourrit presque exclusivement des produits de l'exploitation, près de 80% de la production est vendue à l'extérieur. On ne peut en aucun cas parler d'autosubsistance et d'ailleurs l'équipement ménager est là pour nous le prouver : l'électricité et la télévision sont partout présentes, le congélateur et la voiture ne sont pas l'exception.

Cette petite agriculture semble aux prises avec de grosses difficultés structurelles et conjoncturelles.

Structurelles d'abord, les meilleures terres étant accaparées souvent par de non agriculteurs à des fins de prestige ou purement spéculatives. Selon le Syndicat des Travailleurs Ruraux, dans la région de Chapecó, entre 1985 et 1988, 850 familles ont été contraintes de vendre leurs propriétés pour rembourser leurs dettes. Les petits agriculteurs sont relégués sur des terres à forte pente, caillouteuses où seule la traction animale permet le travail du sol. Pour éviter l'érosion, des murets de cailloux ou des rangs de canne à sucre sont quelquefois mis en place dans les pentes cultivées. Les amendements calcaires nécessaires dans ces sols acides et les fertilisants sont peu utilisés (ignorance ou insuffisance de moyens ?). Les déjections animales de bovins et surtout de porcs élevés en claustration ne sont pas recueillies et dans plusieurs cas observés, polluent directement la rivière voisine. La formation des adultes et même des jeunes ne va pas au-delà du primaire. Aucune formation technique post scolaire n'est dispensée, même pour les nouvelles générations.

Conjoncturelles ensuite, car les prix de la plupart des productions de la région ont connu de fortes baisses dans les années récentes. C'est surtout vrai pour le porc qui traverse une forte crise qui se prolonge depuis plus de deux ans avec pour conséquence une décapitalisation du cheptel mettant en cause l'approvisionnement régulier des abattoirs.

Concernant les productions, les cultures de vente sont constituées essentiellement du haricot, soja, tabac, parfois du blé, les principales productions animales rencontrées sont le porc (dont l'un des facteurs limitants du développement semble être la surface en maïs de l'exploitation), les bovins lait et les poulets de chair (en contrat d'intégration avec les IAA).

L'élevage bovin comporte de 2 à 4 vaches laitières par exploitation avec un rendement inférieur à 1 000 L. de lait par vache et par an, 2 boeufs pour la traction et quelques veaux. La production porcine est le plus souvent de 2 à 4 truies avec engraissement des porcelets à partir du maïs et du soja récoltés sur l'exploitation. Selon les chiffres avancés par l'EMBRAPA de Concordia et l'ACARESC, la productivité est de 13 à 14 porcs par truie et par an et la conversion alimentaire de 4 à 6 kg d'aliment par kilo vif produit.

2. L'organisation des agriculteurs

Le Syndicat des travailleurs Ruraux (STR) qui regroupe 8 800 adhérents dans la région de Chapecó (1er syndicat du Santa Catarina en nombre d'adhérents, deuxième du Brésil) nous est apparu comme une organisation très bien structurée avec des objectifs bien définis. Il regroupe les ouvriers agricoles permanents et temporaires des grandes exploitations, les paysans sans terre (souvent métayers en situation précaire) et les petits agriculteurs familiaux propriétaires d'une exploitation de moins de 50 ha et n'employant pas de main d'oeuvre permanente. Cette dernière catégorie correspond exactement aux agriculteurs que nous avons visités et constituent le groupe cible du travail du CPPP.

L'action revendicative du S.T.R. porte sur le droit pour les petits exploitants à des conditions de vie décente par la possession ou la sécurité de jouissance des terres. Elle peut aller jusqu'à l'occupation de terres mal exploitées ou en friches. L'organisation s'intéresse aussi à la santé, à l'assistance technique dans la limite de ses moyens. Notons, à ce propos, que le STR vient d'embaucher deux agronomes chargés de mettre sur pied un véritable appui technique aux petits agriculteurs et cela en relation avec l'ACARESC. Ainsi, au delà de l'action revendicative nécessaire, apparaît une prise de conscience de l'importance de la formation technique des agriculteurs. Des propositions de mise en place de groupes de coopération agricole (GCA) à la base sont avancées, ces GCA seraient regroupés au sein d'un conseil général travaillant en relation avec un "groupe d'appui au développement intégral de l'homme" composé de quatre agronomes, deux techniciens, un économiste, un sociologue, un psychologue, un administrateur et une secrétaire. Cette nouvelle structure impulsée par le STR fait l'objet d'une demande de financement par le biais de la FASE (ONG brésilienne) auprès d'organisations internationales.

Le STR, par ailleurs, continue son travail d'organisation à la base avec comme objectif d'accéder aux postes de responsabilité des coopératives agricoles et ainsi peser sur les orientations de cette dernière. Les dirigeants actuels de la coopérative Cooper central voient cette tentative de prise de pouvoir comme une menace pour la survie de l'outil industriel dans la mesure où ils perçoivent surtout la façade revendicative du syndicat. La situation est cependant susceptible d'évoluer dans un avenir proche.

En revanche, certains responsables de la SADIA (firme agroalimentaire privée) ont parfaitement perçu le dynamisme du S.T.R. et le considèrent comme un partenaire potentiel.

3. L'environnement agro-alimentaire

La région de l'ouest Santa Catarina dispose d'un potentiel agro-industriel assez exceptionnel avec notamment des entreprises de transformation des produits animaux (porcs et volailles) très dynamiques tant privées que coopératives. La part du privé est dominante et contrôle entre 70 et 80% de la production : SAIC (abattoir porcs à Chapecó, abattoir de volailles à Xaxim), Figorifico SEARA (groupe Hering), Frigorifico Perdigao (abattoir de volailles à Videira), SADIA (abattoir porcs à Concordia, avicole à Chapecó, en outre propriétaire de la compagnie d'aviation Transbrasil). Les coopératives disposent aussi d'un outil industriel performant au niveau de leur fédération Cooper Central porcs : ancien abattoir avec découpe à Chapecó, un plus moderne vient d'être construit à Sao Miguel do Oeste, et abattoir de volaille à Miravella).

La production de volailles est réalisée en contrat d'intégration avec les éleveurs. la maîtrise technique de l'élevage semble tout à fait satisfaisante.

La production porcine a beaucoup souffert de la crise prolongée des années récentes qui a déstabilisé l'élevage et les outils industriels de transformation, ces derniers ne fonctionnant souvent qu'à peine à 50% de leur capacité de production.

Les industriels privés ou coopératifs ont été ainsi conduits à s'interroger sur la nature des relations à entretenir avec leur amont afin de régulariser l'approvisionnement de leur outil d'abattage et de transformation. A l'issue des entretiens que nous avons eus avec les responsables de la SAIC, SADIA et Cooper Central, au moins trois stratégies semblent se dégager pour l'avenir :

- approvisionnement à partir d'ateliers propres de l'entreprise. C'est déjà le cas pour la SAIC (entre 25 et 40% de l'approvisionnement selon les sources), et la SADIA (environ 25%).

- inciter à la création d'unités de production de moyennes à grandes tailles (300 porcs minimum pour l'engraissement, 150 à 250 truies pour le naissage selon les modèles proposés par la SAIC) reliées par un contrat d'intégration avec l'entreprise. Au delà de cette taille, les risques sanitaires sont considérés comme trop élevés et le poids économique du producteur trop important par rapport à l'entreprise.

- s'appuyer sur les systèmes de production existants dans la région de Chapecó en essayant de les améliorer. C'est la stratégie suivie par les coopératives mais aussi par des privés comme la SADIA. Pour cette dernière, une nouvelle philosophie semble apparaître dans ses relations avec son amont. L'entreprise vient en effet d'embaucher cinq agronomes dont l'un des chercheurs de l'équipe socio économie du C.P.P.P., avec pour objectif de mettre en oeuvre une politique d'approvisionnement et de relation avec ses producteurs. Les nouveaux systèmes projetés s'appuyeraient sur des productions plus équilibrées, lait, viande bovine, porcine et aviculture prenant en compte les aspects de conservation des sols et de pollution de l'environnement.

Il est clair que l'importance prise par l'une ou l'autre de ces trois stratégies sera déterminante pour l'avenir de la petite propriété dans la région, peut être plus que les résultats de la recherche du C.P.P.P. ou les actions de l'ACARESC.

4. Les acquis de la recherche

41. Le Centre de l'EMBRAPA (Concordia)

Le centre de recherche national (EMBRAPA) sur le porc et la volaille situé à Concordia (à 80 km de Chapecó) témoigne de la volonté du pays de se hisser au niveau des pays performants. 220 personnes y sont employées dont 35 chercheurs en production porcine et 7 en volailles. L'importance du cheptel exploité (plus de 400 truies) permet d'accomplir un programme de recherche important. Les deux laboratoires (agroalimentaire et santé) et l'équipement observé apparaissent performants.

La connaissance des problèmes par le coordinateur de ce centre et la complémentarité du travail effectué avec d'autres partenaires privés sont des éléments qui traduisent la dynamique de cette recherche.

La part des recherches fondamentales ne dépasse pas les 15%. Les recherches conduites peuvent se scinder en deux groupes :

- alimentation :

- recherches sur les disponibilités en éléments nutritifs
- nourritures alternatives autre que le maïs - soja (ex : résidu du blé, manioc,...)
- gestion de la nourriture.

- santé :

- maladies du système respiratoire
- maladies digestives.

Un travail de recherche avait commencé sur les déjections animales mais le chercheur spécialisé sur ce thème a été muté dans un autre état (Minas Gerais). Les responsables du centre sont cependant tout à fait conscients des risques de pollution et très intéressés par la tenue éventuelle d'un séminaire sur ce thème en fin 1990.

42 - Le C.P.P.P.

Le travail réalisé par l'équipe de socio économie du CPPP dans le municpe de Coronel Freitas (considéré comme représentatif des problèmes de la petite propriété) auprès de 18 exploitations commence à produire ses premiers résultats.

Un suivi économique approfondi a en effet été effectué sur ces 18 exploitations, à raison d'une visite par mois minimum et d'un relevé minutieux de tous les flux économiques sur l'exercice 1987/88. Son objectif était double :

- 1) - disposer d'un réseau d'observations fiables pouvant servir de base pour l'élaboration de politiques agricoles (un outil au service des décideurs)
- 2) - faciliter la compréhension du fonctionnement technico-économique des exploitations afin de mieux connaître les modalités d'adoption de techniques nouvelles et de suggérer d'éventuelles recherches pour adapter les techniques disponibles.

Les premiers résultats de cette recherche ont au moins permis d'infirmier une idée trop souvent répandue sur le caractère autarcique de ces explitations familiales puisqu'on a pu montrer que plus de 80% de la production était vendue (notamment aux IAA locales).

Ce suivi économique des exploitations a aussi obligé l'équipe de chercheurs à forger ses propres concepts adaptés à l'analyse de l'exploitation familiale dont ni le fonctionnement, ni les objectifs ne s'accordent avec le modèle d'entreprise que représente l'outil comptable traditionnel. Il a donc fallu, par exemple, créer le concept de Revenu des Opérations Agricoles (R.O.A.), équivalent du revenu agricole utilisé en France qui est supposé rémunérer les facteurs fixes de l'exploitation familiale : terre, capital propre et main d'oeuvre familiale. On s'est aussi intéressé à l'évolution du patrimoine représenté par le capital propre qui constitue un bon indicateur de la capacité de capitalisation de l'unité de production et permet donc de juger de sa reproductibilité simple ou élargie.

Le travail réalisé est cependant limité actuellement à un seul exercice comptable. On en reste donc à une photographie de la réalité. Sa poursuite devrait permettre de mieux saisir les dynamiques d'évolution. La photographie apparaît dans certains cas déformante. En effet la confrontation de nos observations de terrain sur les deux exploitations visitées et les résultats comptables du C.P.P.P. nous a quelque peu surpris. Dans les deux cas, le revenu des opérations agricoles annuel apparaît extrêmement faible : 445 NCZ (Nouveaux Cruzados) pour 3,8 UTH pour la 1ère exploitation, 539 NCZ pour 3,5 UTH pour la deuxième. Et pourtant ces deux exploitations apparaissaient relativement bien équipées tant du point de vue de l'exploitation que de la famille. Plusieurs hypothèses peuvent être avancées que nous n'avons pas pu vérifier : résultat d'une mauvaise conjoncture de prix couplée à une mauvaise année agricole ou quelques failles dans les observations et les enrégistremnts comptables.

IV - CONCLUSIONS ET PROPOSITIONS

La petite agriculture de l'Ouest de l'Etat de Santa Catarina est à un tournant de son histoire. La colonisation de cette région s'est effectuée entre 1920 et 1940 par des immigrants d'origine italiennes et allemandes en provenance du Rio Grande do Sul. Les sols de pentes ont d'abord été défrichés puis ceux des plaines plus acides ont pu être mis en valeur lorsque l'on a pu y apporter des amendements calcaires. Les besoins en terre avaient pu être satisfaits jusqu'ici par de nouveaux défrichements ou de nouvelles migrations. Ceci n'est plus possible actuellement exceptée une migration plus lointaine et sans doute plus risquée vers le Mato Grosso. La seule issue passe donc par l'amélioration de la productivité et donc une modernisation. Pour cela cette petite agriculture dispose d'atouts : une organisation syndicale structurée, des outils agro-alimentaires dynamiques, des moyens d'encadrement. Elle a aussi des handicaps : l'absence d'une politique agricole adaptée à ses besoins, et le manque de formation des agriculteurs et surtout des jeunes. Son importance en terme d'emplois directs ou indirects, de création de richesses au niveau régional, de fourniture de produits alimentaires pour le marché national (notamment São Paulo), voire mondial justifie que l'on s'y intéresse. D'ailleurs on a pu constater que les I.A.A. ont bien compris qu'elles ne pouvaient par "tuer la poule aux oeufs d'or" et donc que leur intérêt bien compris passait par une amélioration des conditions de production de cette petite agriculture principal fournisseur de leurs usines.

Ainsi malgré les divergences d'intérêts entre les différents acteurs de la filière : agriculteurs, syndicalisme, IAA, appareil de recherche et développement, un certain nombre de préoccupations communes les réunit. Tous portent un grand intérêt à l'expérience française de développement agro-alimentaire. Des différentes entrevues, discussions, visites que nous avons eues pendant cette mission, ont surgi des propositions concrètes d'échanges entre les partenaires français et brésiliens. Nous avons retenu ici celles qui nous semblent aller dans le sens du renforcement de la petite et moyenne agriculture et qui peuvent déboucher à terme sur une meilleure organisation.

1. au niveau du C.P.P.P.

- a). Nous avons souligné plus haut l'intérêt du travail réalisé par l'équipe socio-économie mais aussi les difficultés rencontrées notamment au niveau de l'adaptation du modèle comptable à l'exploitation familiale et de son utilisation pour l'analyse micro-économique. Un appui méthodologique semble nécessaire à ce niveau et est souhaité par l'équipe en place. Le département des sciences économiques et sociales de l'E.N.S.A.R. dispose des compétences pour répondre à cette demande. Christian MOUCHET, professeur au département, spécialiste de l'économie des exploitations agricoles pourrait fournir cet appui au cours d'une mission de quinze jours environ.
- b). Les analyses systémiques réalisées jusqu'ici ne permettent pas (ou pas encore) de formuler un diagnostic sur le fonctionnement technico-économique des exploitations étudiées. On touche sans doute là aux limites mêmes de l'outil comptable qui ne permet pas de rendre compte de la complexité du réel. Il est vraisemblable que d'autres méthodes de diagnostic, par exemple des monographies techniques et

économiques d'exploitations judicieusement choisies et la prise en compte de l'évolution historique récente complèteraient utilement les premiers résultats. Ce type d'approches est tout à fait à la portée d'étudiants agronomes brésiliens ou français disposant d'un minimum d'encadrement local, l'équipe socio économie du C.P.P.P. pouvant servir de laboratoire d'accueil. Bien sûr le cadre du maestrado brésilien serait sans doute d'idéal en relation avec les Universités de Florianopolis, Lajes, voire même Porto Alegre. Ce peut être aussi le mémoire de fin d'études français d'une durée de 6 mois pouvant associer agronome et agro-économiste.

- c). L'équipe du C.P.P.P., tout en continuant le suivi économique entrepris, voudrait maintenant passer à une autre phase qui permettrait sans doute de mieux intégrer les chercheurs agronomes et zootechniciens. Il s'agit de la mise en place d'un réseau de fermes de références. Une demande est formulée pour une mission de 2 à 3 mois en France auprès du réseau RNED d'un des chercheurs du CPPP avec pour objectif de rapporter des éléments concrets sur les conditions de mise en oeuvre de ce réseau de fermes de références dans la région de Chapecó.

2. au niveau du S.T.R.

Le S.T.R. a montré sa capacité d'organisation des petits agriculteurs. Il est lui aussi à un tournant de son histoire face à la nécessité de fournir d'autres services à ses adhérents : appui technique, organisation des producteurs face au marché, face aux industries agro-alimentaires. Il envisage même de prendre des responsabilités au sein des coopératives de vente et transformation. Ses propositions d'organisation d'un "groupe d'appui au développement intégral de l'homme" fédérant le travail de "groupe de coopération agricole" à la base organisé au sein d'un "conseil général" (voir structure en annexe) témoigne de sa volonté de prendre en charge les nécessités de développement économique de ses adhérents. Si l'accord GRET-FINEP ne peut sans doute pas participer au financement direct du projet estimé à 1 200 000\$ U.S., il peut cependant favoriser les échanges de responsables professionnels impliqués dans ce type d'opération. Il nous semble, en particulier, que une mission d'une durée d'au moins un mois du président actuel du S.T.R. en Bretagne contribuerait à faire avancer ce projet. Les interlocuteurs en Bretagne pourraient être de diverses natures : organisations coopératives au niveau des exploitations (CUMA par exemple), des groupements de producteurs et enfin des comités de développement locaux (comité de pays par exemple).

Ajoutons que l'un des agronomes embauchés par le S.T.R. et chargé du suivi de ce projet, Ricardo HASS, souhaite suivre une formation complémentaire en France dans le domaine du développement rural ce qui semble cohérent avec son projet actuel. Il peut être envisagé une inscription en D.A.A. sciences économiques et sociales, option agriculture et développement rural à l'E.N.S.A. de Rennes en prévoyant son mémoire de fin d'études auprès d'une organisation professionnelle agricole de la région Bretagne sur une thématique à définir correspondant aux besoins du projet.

3. au niveau des I.A.A.

Il s'agit ici d'encourager toute initiative allant dans le sens d'un développement s'appuyant sur de petites et moyennes exploitations. C'est sans doute au niveau des coopératives que l'intervention est la plus facile compte tenu des jumelages déjà existants (ex : cooperalfa de Chapecó avec Unicopa). Si l'outil industriel apparaît tout à fait performant, en revanche les relations coopératives-producteurs sont beaucoup moins développées et structurées que dans nos régions.

Notons, enfin, l'apparition d'une coopérative de crédit née avec l'appui de la cooper-central qui se contente pour l'instant de faire des prêts à très court terme mais qui connaît une bonne croissance.

Il est vraisemblable que, dans un avenir proche, on puisse imaginer des relations plus étroites entre l'EMPASC-CPPP et les services développement des I.A.A. privées ou coopératives. Cependant si la mission a pu évoquer ce thème, aucune proposition concrète n'a encore été formulée dans ce sens.

La production laitière reste encore embryonnaire dans la région. Pourtant il existe un potentiel non négligeable de développement mais la collecte pose encore beaucoup de problèmes compte tenu de l'éloignement des exploitations et de la qualité médiocre des chemins de desserte. Se pose en particulier un problème de qualité du lait. Or on constate que beaucoup de coopératives bretonnes disposent de petits tanks à lait d'une capacité de 300 à 600l. inutilisés depuis la restructuration des structures de production laitière. Elles sont prêtes à les vendre pour un prix symbolique correspondant à environ 4 F. par litre de capacité (un peu plus de 1000 F. pour un bac de 300l.) Il reste à étudier l'adéquation de ces tanks aux systèmes laitiers existants dans la région de Chapecó. La question reste à poser aux différents acteurs de la filière.

4. Le séminaire international sur les pollutions agricoles

Lancé par M. BASSINOT lors de sa visite au Santa Catarina en décembre 1988, l'idée d'un séminaire international sur les pollutions d'origine agricole a rencontré un écho très favorable auprès de nos interlocuteurs brésiliens. Toutes les personnes ou institutions rencontrées au cours de la mission ont reconnu la gravité du problème même si peu étaient à même d'en mesurer l'importance réelle et d'en déterminer la nature. M. Zanini Neto, directeur technique de l'EMPASC, nous a rappelé tout l'intérêt qu'il porte à la tenue de ce séminaire en fin 1990. Le Dr Hacy, chef technique du centre EMBRAPA de Concordia, en a évoqué les avantages :

1. mobiliser le Brésil sur ce problème
2. échanges d'expériences avec la France et peut être d'autres pays.
3. établir un programme intégré entre Institutions brésiliennes

Il a cependant noté que très peu de choses avaient été faites sur cette question au Brésil et qu'il souhaitait surtout profiter des expériences extérieures.

Au cours de notre séjour, nous avons pu faire les observations suivantes :

- Dans la plupart des exploitations produisant du porc, le lisier s'écoule directement sur le sol, voire même quelquefois dans la rivière voisine.

- Ce lisier n'est en aucun cas récupéré à des fins de fertilisation. L'absence de paille ou litière ne permet pas sa transformation en fumier.

- En revanche, les fientes des élevages avicoles de nature solides, sont soigneusement récupérées et font même l'objet d'un marché.

- Il n'existe aucun contrôle des implantations de bâtiments d'élevage dans la campagne (pas de permis de construire). On connaît donc mal la densité d'animaux par ha qui pourrait nous renseigner sur la charge polluante correspondante.

- dans les exploitations plus importantes situées sur des régions planes, le lisier est récupéré et fait l'objet d'épandage sur les parcelles. Ce type d'épandage semble difficile dans les zones plus vallonnées comme celles que nous avons visitées à Coronel Freitas.

- Un système de lagunage avec production de poisson est quelquefois proposé sans que la rentabilité économique de l'opération soit connue.

- Certains, comme la SAIC, envisagent des élevages de plus grandes dimensions permettant de rentabiliser des installations de dépollution (filtrage, voire déshydratation du lisier pour le transformer en engrais solide).

- La pollution est aussi le fait des I.A.A.. L'abattoir de porc de Cooper Central visité à Chapecó ne disposait que d'un filtrage sommaire de ses effluents, le reste allant directement à la rivière. Celui plus récent de São Miguel serait équipé d'une station de traitement des effluents.

Il est donc urgent que s'engage dès maintenant une réflexion sur ce sujet des pollutions agricoles dont nous avons signalé ici les plus évidentes. Des recherches et sans doute des actions de sensibilisation devront être engagées au moins sur les thèmes suivants :

- étude de la dynamique de l'eau dans les sols
- travaux sur les valeurs fertilisantes du lisier et sur les possibilités d'utilisation effective de cette valeur fertilisante dans les petites exploitations
- une action sur la conception, et sur l'implantation des bâtiments d'élevage.

D'une façon plus générale, il faudra s'interroger sur la viabilité économique mais aussi écologique des systèmes de production mis en place par les petits producteurs de la zone Coronel Freitas. L'intensification par la production porcine valorisant les surfaces en maïs et soja dans des pentes fortes n'est pas forcément la meilleure voie. Il faut peut-être imaginer des systèmes plus complexes permettant entre autre une meilleure conservation des sols : reboisement des pentes les plus fortes, implantation de pâturages dans les pentes moyennes en vue du développement d'une production laitière, le tout combiné avec les élevages de porcs et de volailles. Ces pistes de réflexion sont actuellement explorées par le groupe d'agronomes de la SADIA. Il est important que le CPPP participe à ces recherches.

En Bretagne, les pollutions d'origine agricoles sont à l'ordre du jour et plusieurs services, institutions ou organisations professionnelles sont mobilisés par ce problème. Dans ce qui suit nous avons recensé les projets réalisés ou en cours (sans prétendre à l'exhaustivité).

1 - Chambre d'agriculture des Côtes du Nord - Service Aménagement Rural.

Au moins 5 personnes travaillent de près ou de loin sur ce thème dans ce service et un document vient d'être publié en mai 1989 :

"Activités agricoles et environnement"

Le travail est orienté vers le conseil aux agriculteurs notamment sur le thème de la fertilisation raisonnée et sur l'adaptation des bâtiments d'élevage.

Le suivi est effectué par grands bassins versants.

2 - La DDA des Côtes du Nord dispose jusqu'à maintenant d'un service aménagement et ressources en eau dont une partie du personnel risque de rejoindre le service agriculture et environnement mis en place à l'initiative du Conseil Général du Département. Signalons en outre que la Direction des Services Vétérinaires contrôle de façon très stricte et efficacement toutes les surfaces d'épandage du département.

3 - Un GIS, groupement d'Intérêt Scientifique, sur les "Implications du développement rapide de l'agriculture et de l'agro-alimentaire avec les problèmes d'environnement" a été constitué à Rennes depuis 1985, regroupant :

- l'Université de Rennes I
- le CEMAGREF
- l'INRA
- l'ENSAR
- l'ENSCR (Ecole de Chimie)
- ENSP (Ecole de la Santé Publique)

Le bilan des ses activités 1985-1989 est articulé autour des chapitres suivants :

- appréciation de la valeur fertilisante des lisiers
- la gestion agronomique des effluents d'élevage et ses conséquences sur le milieu
- étude des procédés physico-chimiques d'épuration du lisier de porc
- les problèmes sanitaires liés à l'apport d'azote au sol
- implications de l'usage de phyto-produits
- comportement animal et environnement.

4 - Un projet de recherches coordonné par le professeur BARLOY de département d'agronomie de Rennes et réunissant plusieurs équipes INRA de Rennes, Quimper, Dijon, Colmar et Laon est actuellement en cours d'examen pour cofinancement INRA-Région Bretagne. Le thème est la maîtrise des excédents d'azote dans les sols en Bretagne : par voie agronomique ou par des procédés de traitements non agronomiques.

5 - Enfin, un autre projet est actuellement envisagé réunissant plusieurs disciplines de l'ENSAR (Phytotechnie, Science du Sol, Ecologie, Economie) dont l'objet serait l'identification des blocages que rencontrent les tentatives de mise en place de pratiques agricoles non polluantes. Ce projet a été soumis au bureau d'évaluation et de la prospective du Ministère de l'Agriculture et de la Forêt. La coordination du projet est assurée par le professeur Christian MOUCHET.

A N N E X E S

- 1 - Visites réalisées
- 2 - Visite 1ère exploitation : M. et Mme Henrique BIANCHI
- 3 - Visite 2ème exploitation : M. et Mme Vivalona ZANELLA
- 4 - Visite 3ème exploitation à Goia-En
- 5 - Visite d'une exploitation de 100 ha en commun entre 5 familles
- 6 - Rencontre avec le Syndicat des Travailleurs Ruraux (STR)
- 7 - Rencontre au Centre de Recherche Porcine de Concordia
- 8 - Visite de société SAIC de Chapecó
- 9 - Visite de société SADIA
- 10 - Visite de Cooper Alfa et Cooper Central

VISITES REALISEES

I - EXPLOITATIONS AGRICOLES

- 1 - Henrique BIANCHI Coronel Freitas
 18 ha
- 2 - Vivaldina ZANELLA Coronel Freitas
 30 ha
- 3 - GOIA - EN (25 km Chapecó)
 13 ha
- 4 - Exploitation de 100 ha, 5 familles
 environ 10 km de Chapecó

II - SYNDICAT DES TRAVAILLEURS RURAUX

- III - EMBRAPA - Centre de recherche porcine et avicole (seul du Brésil)
- . Carlos Claudia PERDOMO
 - . Dr HACY chef technique du Centre

IV - I.A.A.

- 1 - SAIC - Frigorífico Chapecó
 Directeur du développement (relations avec producteurs)
 Carlos Antonio Debatoli - vétérinaire
- 2 - SADIA (Chapecó)
 Claudio JORGE KRACKER gérant, Naldo Luiz Dalmazo (ex
 EMPASC)
- 3 - Cooperalfa Chapecó et Cooper central
 visite de l'abattoir de porcs
 - . Coopérative de crédit
 Président Elói FRAZZON, directeur technique de Cooperalfa
 - . Vice Président de Cooperalfa : Mario LANZMASTER, Ingénieur
 agronome

V - Participation au séminaire EMPASC - ACARESC sur méthodologie d'accompagnement des exploitations agricoles.

VI - Universidade Federal de Santa Catarina

Maria Ignez Silveira Paulilo coordonatrice du Programme de postgraduation en sociologie politique

encadrement d'une thèse de Maestrado

VISITE 1ère EXPLOITATION M. et Mme HENRIQUE BIANCHI A CORONEL FREITAS
--

- Exploitation *type* de la Région
- L'exploitation est située en bordure d'un cours d'eau . Pour y parvenir nous avons emprunté avec un véhicule tout terrain un chemin d'accès pour partie en forte déclivité et raviné par les pluies de la veille
- Toute l'exploitation est située sur des collines à pente assez forte qui nécessitent l'utilisation de boeufs pour le travail de la terre. De nombreux gros cailloux sont disséminés dans les parties cultivées
- superficie : 18 ha en propriété (achat de 6 ha en 1987/88)
- Cultures :
 - Tabac - Haricot - soja (pour la vente)
 - Blé - maïs (utilisation par les animaux)
- Elevage :
 - 3 vaches laitières (vente du lait) \approx 800-1000 l./V.L.
 - 2 boeufs (pour le travail du sol)
 - 1 veau mâle
 - 4 veaux femelles
 - 2 truies avec engraissement des produits
 - volailles* pour l'autoconsommation
- Equipement vu
 - 1 petite batteuse
 - 1 égreneuse à maïs avec moteur diesel
 - 1 concasseur à grain avec moteur diesel
 - 1 équipement de traitement des plantes (Tabac) à dos d'homme
 - 1 chaudière pour cuire les aliments aux animaux
 - 1 four pour séchage des grains (du soja était à sécher)
- Equipement de confort
 - *l'électricité* dessert toutes les exploitations
 - *télévision*
 - congélateur (7 à 8 poulets étaient sacrifiés au cours de notre visite)
 - 1 voiture : Volkswagen coccinelle
- La famille
 - Monsieur et Madame BIANCHI
 - 4 enfants de 11, 16, 18 et 19 ans
 - 3 travaillent sur l'exploitation, le dernier est encore scolarisé
- Formation des enfants
 - Etudes primaires jusque 12, 13, 14 ans
 - Aucune formation agricole
 - La formation dispensée auparavant par les clubs 4S sous impulsion des Etats Unis a été supprimée après la restriction de crédits

- Comment est envisagée la succession

- Le fils reprendra la terre et l'exploitation
- Pour les filles il y aura compensation par du bétail. Leur avenir est tributaire du futur mari et selon les propos de madame Bianchi "à la grace de Dieu".
- Les enfants préfèrent travailler à l'exploitation plutôt que de travailler au SMIG (270F/mois). Toutefois si une entreprise venait s'installer assez près de l'exploitation cette solution de salariat ne serait pas exclue.

Remarques en vrac

- . Aucun fertilisant n'est utilisé sur les terres sauf un peu d'engrais organique
- . Les déjections des animaux s'écoulent vers la rivière et ce cas n'est pas isolé car nous avons observé plusieurs cas semblables au cours de notre déplacement
- . Les spathes du maïs sont utilisées comme fourrage pour les bovins
- . Aucune litière n'est utilisée pour les bovins et les porcs
- . L'insémination artificielle est pratiquée par un vétérinaire
- . Selon notre guide, ces agriculteurs ont une alimentation suffisante et variée. Ceci est confirmé par les disponibilités en haricots, poulets et fruitiers présents dans toutes les exploitations
- . L'habitat est très correct et il semble être apporté un grand soin au nettoyage de l'entrée.

VISITE 2ème EXPLOITATION M. et Mme VIVALONA ZANELLA à CORONEL FREITAS
--

- L'exploitation est située dans la même vallée que la première exploitation.
Certaines terres seraient situées sur des pentes moins fortes et le tracteur peut être utilisé
- Superficie : 30 hectares dont
 - 15 ha en propriété
 - 10 ha aux parents
 - 5 ha en "location" (montant de la location, environ 25% du produit obtenu)
- Cultures : identiques à la première (pas de tabac)
- Elevage :

- quelques bovins)	
- 3 truies LW)	
- 1 verrat)	beaux animaux
- 2 porcs charcutiers)	
- des porcelets sevrés)	
- poulailler de chair de 600 m ²)	
- Equipement vu (non exhaustif)
 - 1 tracteur
 - 1 camionnette (fabrication artisanale Chapecó)
 - 1 séchoir à maïs en béton réalisé par l'exploitant avec l'aide d'un professionnel
 - 1 poulailler de 600 m² autofinancé il y a 4 ans
- Equipement de confort
 - sensiblement identique à la première exploitation
 - l'habitat en bois est tout à fait correct
 Partout nous avons observé la grande attention portée au lessivage du hall extérieur à l'entrée de l'habitat.

VISITE 3ème EXPLOITATION A GOIA-EN

- Cette exploitation a été achetée il y a un an. Auparavant l'exploitant était au Rio Grande do Sul, état situé au sud du Santa Catarina
- L'exploitation est située sur de fortes pentes. Des murets de cailloux permettent de limiter l'érosion dans un champ situé à gauche en arrivant et des rangées de canne à sucre remplissent la même fonction dans d'autres parcelles.
- Superficie : 13 ha
- Cultures :
 - 6 ha de maïs
 - 3 ha de soja
 - 2 ha 50 de haricots
 - le reste en canne à sucre pour alimenter les bovins quand l'herbe fait défaut.
- bétail :
 - 2 vaches laitières (≈ 800 à 1 000 l/V.L./an).
 - 2 boeufs
 - l'agriculteur souhaite faire davantage de lait
- Equipement :
 - pas d'équipement important remarqué sauf une petite batteuse
 - pas de tracteur
- Habitat :
 - correct apparemment mais moins soigné que dans les deux autres exploitations
- Remarques :
 - . fruitier avec avocats-citrons et agrumes
 - . aucun engrais ni amendement utilisé
 - . deux autres petits paysans vivent à côté sur 5 ha chacun dans un plus grand dénuement.

VISITE D'UNE EXPLOITATION EN COMMUN PAR CINQ AGRICULTEURS
--

- 5 familles vivent sur l'exploitation
 - . les parents et 4 enfants
- Les terres sont situées dans une zone où la déclivité est beaucoup plus faible ce qui permet sans difficulté la mécanisation.
 Sur le trajet nous avons remarqué de très belles surfaces exploitées par de gros propriétaires qui utilisent engrais et amendements
 Le blé et le soja constituent une bonne part des cultures et des herbages assez bien fournis alimentent des troupeaux en bon état
- superficie : 100 ha, soit 20 ha par famille
- Cultures : soja - haricot - blé pour semences
 Rendement :
 20 Qx/ha pour le blé mais la terre se prête mal à cette culture
 25 Qx pour le soja - bon
 en moyenne les exploitants obtiennent 11 Qx à 16 Qx
- Elevage :
 - chez l'un des exploitants poulailler de 1 200 m² avec production de dindes - en contrat avec SADIA
 - d'autre bétail ???
- Equipement :
 - 2 tracteurs
 - 1 moissonneuse batteuse achetée avec 3 familles en dehors des 5 exploitants
- Equipement de confort
- Les deux maisons appartenant au père et à l'un des fils sont très bien tenues et confortables
 - L'environnement immédiat est apparu beaucoup plus soigné que lors des précédentes visites.

Remarques

- . en plus du fumier de volailles il y a utilisation d'engrais
- . l'un des frères travaille au syndicat des travailleurs ruraux
- . en 1913 le grand père avait acheté 895 ha couverts de forêts, mais il en a été vendu au cours des générations - un arrière grand père est venu du Minas Gerais en 1840.
- . la manière d'aborder la discussion et la concrétisation tant au niveau exploitation que cadre de vie témoignent d'une ouverture sur l'extérieur beaucoup plus avancée que celle des interlocuteurs précédents

Ils nous ont dit :

- . l'avenir des enfants est inquiétant
- . la situation des petits agriculteurs est mauvaise
- . les jeunes ont des besoins de formation
- . c'est difficile d'acheter de la terre ; il y en a peu et elle est chère (9 200 F/ha)

Nous devons effectuer une dernière visite d'exploitation en soirée. Après avoir franchi péniblement une partie de chemin boueux, cahoteux, à forte déclivité, nous avons fait demi tour. Un collecteur de produits agricoles nous a signalé l'impossibilité de franchir un passage avec notre fourgon Volkswagen.

<p>RENCONTRE AVEC LE SYNDICAT DES TRAVAILLEURS RURAUX</p>

- RENCONTRE AVEC LE PRESIDENT ET PLUSIEURS MEMBRES ET AGRONOMES DU SYNDICAT

- Rayon d'action du groupe constitué

- Les municipes de Chapeco (chapeco ville de 100 000 habitants
 . 1 municipe correspond en gros à un canton

- Importance du syndicat de CHAPECO

Deuxième en importance au Brésil

- 8 800 sociétaires se répartissant ainsi :
- 5 600 petites propriétés de ≤ 50 ha
- 500 propriétés > 50 ha
- 2 845 paysans sans terre

- Organisation du SYNDICAT

60 délégués syndicaux des municipes concernés

8 secrétariats :

- les salariés ruraux
- les petits propriétaires
- la communication (presse - radio)
- les finances
- la politique sociale, femme rurale
 - . santé
 - . jeunes
 - . incidence des barrages sur cours d'eau et expropriation
- la formation
- les paysans sans terre
- l'organisation

. distinction entre salariés et sans terre

- les salariés : perçoivent un salaire comme un ouvrier d'un autre secteur, travaillent en contrat comme tractoristes ou dans les poulaillers
 - les temporaires : ceux qui ont un contrat temporaire pour couper par exemple le mate (arbuste dont les feuilles séchées et broyées servent à préparer une infusion très consommée au Brésil)
- les journaliers : payés à la journée pour le sarclage des haricots ou autre. Ceux-ci ont plus de mal à s'organiser
- "les sans-terres" : ils vivent sur des parcelles en métayage sans aucune garantie avec le risque permanent de l'expulsion brutale et répressive.

ACTION DU SYNDICAT

Action revendicative

. Résister face à la banque :

Quant un agriculteur est endetté, on vend sa terre et ce sont généralement des non agriculteurs qui achètent entre 1985 et 1988, 850 familles ont vendu leur propriété dans le secteur (soit environ 12% d'après les chiffres cités) à Chapeco ce sont les docteurs qui achètent la terre et l'exploitent avec une main d'oeuvre bon marché.

- en Santa Catarina 50% des terres les plus faciles à travailler sont aux mains de non agriculteurs ou gros propriétaires.

. occupation des terres

Pour permettre l'installation de paysans sans terre ou de petits paysans on occupe les terres d'un gros propriétaire. La répression ne se fait attendre avec gaz lacrymogènes, pistolets... Par la suite le gouvernement donne des terres lui appartenant mais généralement peu productives.

UN GRAND PRINCIPE DU SYNDICAT : LA TERRE A CEUX QUI EN ONT BESOIN POUR VIVRE.

ACTION PARTICIPATIVE :

. PRISE DE POUVOIR DANS LA COOPERATION

Le syndicat a obtenu 21% des voix à la coopérative COPERALFA de chapeco que nous avons rencontré (chiffre donné par Cooperalfa). Ce contrôle dans les coopératives apparaît important au syndicat. La transformation des produits est une étape considérée importante.

Le pouvoir coopératif est considéré descendant, il faut le faire ascendant.

. FORMATION

- Formation des jeunes et des dirigeants pour une ouverture au syndicalisme
le niveau est généralement bas
- Formation technique : elle a commencé avec 6 groupes d'études et 50 familles

- Formation des "sans terre"
 - constitution de groupes de 6 à 30 familles
 - chaque groupe se considère comme une entreprise face au marché
 - but : occupation des terres
 - groupe < 20 familles pas viable
 - groupe de 20 à 40 familles les plus nombreux
 - 49 groupes établis en "assentamentos"
 - 7 à 8 techniciens de l'ACARESC (vulgarisation) suivent ces groupes.

Principe pour chaque groupe :

- . mécanisation
- . considération politique pour résister
- . planification collective pour 5 ans.

. ACTION SOCIALE

- éducation sur problèmes de santé
- dentiste présent au siège du syndicat

. COMMUNICATION : chaque jour sur Radio locale, émission du Syndicat à une bonne heure d'écoute le matin.

. AUTRES ACTIONS

LIAISONS avec autres syndicats

Deux grandes centrales au Brésil :

le C.U.T.

la G.G.T.

les liaisons sont surtout avec le C.U.T.

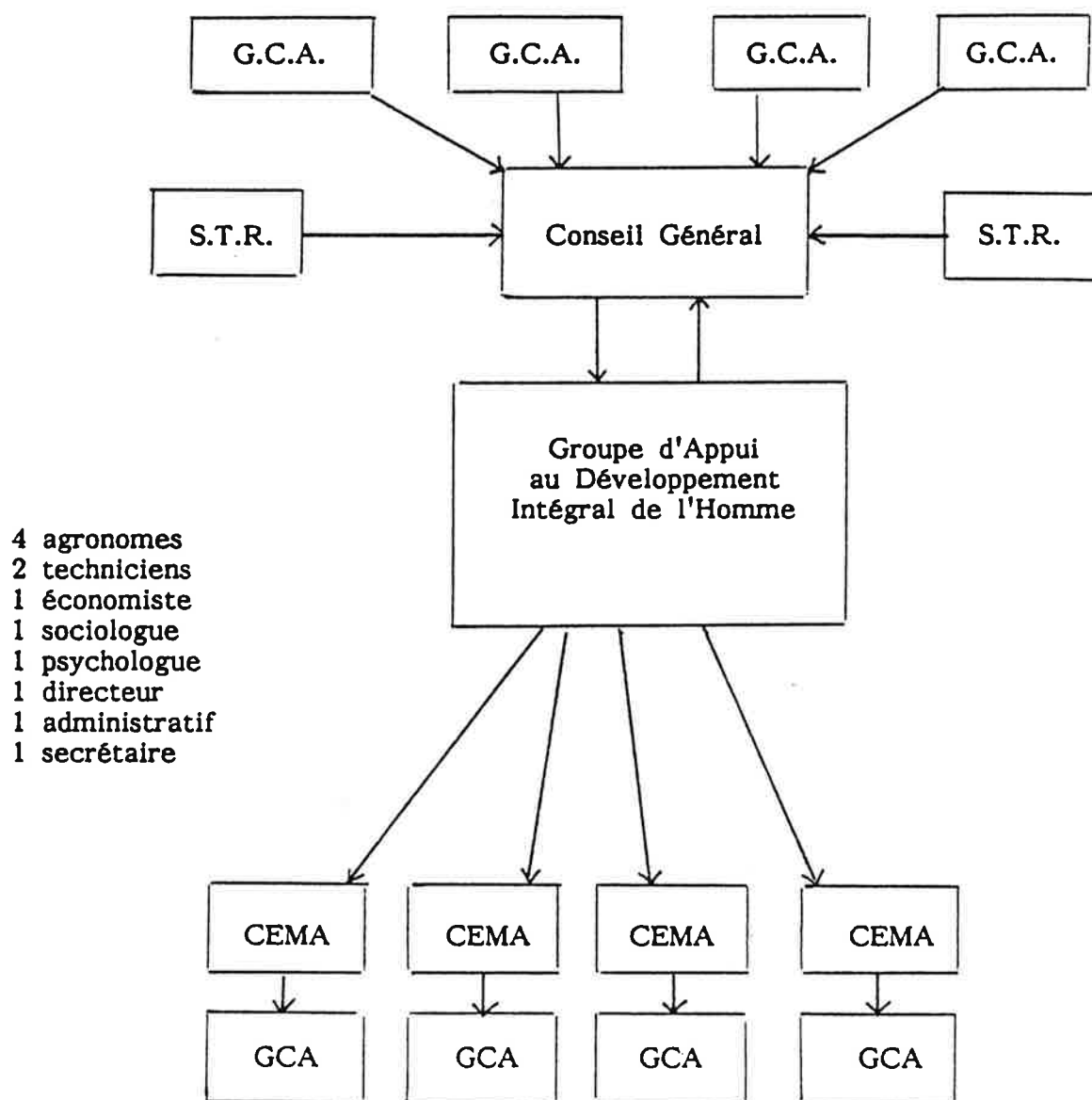
Il y a organisation pour vendre des produits des ruraux aux urbains mais ce sont des petites quantités qui permettent au syndicat de dégager un peu d'argent car il est pauvre.

Un restaurant appartenant au syndicat et ouvert à tous fonctionne à Chapecó et permet aussi de subsister.

REMARQUES :

- le syndicat envisage une coopération possible avec la Bretagne qui a certains traits communs. La solution du fermage avec statut est apparue intéressante après l'échec de la réforme agraire qui consistait à redistribuer des terres. Cependant elle paraît difficile à appliquer dans le contexte actuel du Brésil.

PROJET DE DEVELOPPEMENT LOCAL



CEMA : Centrale Municipale d'Appui et d'Expertise

GAC : Groupe de Coopération Agricole

<p>RENCONTRE CENTRE NATIONAL DE RECHERCHE PORCINE ET AVICOLE A CONCORDIA SANTA CATARINA</p>

Réception par Monsieur PERDOMO, coordinateur

SUPERFICIE DU CENTRE : 203 ha

PERSONNEL

34 - 35 chercheurs en production porcine
6-7 chercheurs en volailles
180 personnes autres

CHEPTEL

360 truies - objectif matériel de Recherche
58 truies de race indigène
24 truies en plein air
7000 volailles de chair
2000 pondeuses

LABORATOIRE D'ANALYSE AGRO ALIMENTAIRE

- 6 personnes y travaillent
- analyse possible de 18 acides aminés
- analyse possible du profil acides gras
- ne dosent pas les métaux lourds

préoccupation sur la qualité du produit fini avec dosage des résidus.
Actuellement rien n'est fait sur ce point.

- laboratoire bien équipé

LABORATOIRE D'ANALYSE SANTE ANIMALE

Nous avons seulement aperçu le local relativement important, car le temps disponible pour la visite était insuffisant.

LOCAL D'HYSTERECTOMIE

a été aperçu au passage. L'équipe de CONCORDIA a des relations avec la station de pathologie porcine de PLOUFRAGAN

PROGRAMME DE RECHERCHE

. Deux axes importants :

- la nutrition
- la santé animale : maladies respiratoires, appareil digestif

. les autres aspects abordés :

- reproduction : peu important
- bâtiment
- très peu dans le domaine des déjections

gros problème dans le domaine pollution et fertilisation
essai actuel avec technologie française et matériel Brésilien

Projets de recherche :

. Mr Bassinot (l'ACTA) a proposé un séminaire sur la pollution. Ce sujet motive les chercheurs brésiliens et le séminaire aura lieu en 1990. Ceci nous a été confirmé par Zanini Neto de l'EMPASC Santa Catarina.

. une étude porte actuellement sur l'élevage plein air.

Type de Recherche

Recherche fondamentale : 10 à 15%

Recherche appliquée : 50%

C'est la connaissance que les éleveurs peuvent appliquer

Recherche développement : 30-35%

C'est la caractérisation par enquêtes.

Les programmes étaient établis jusqu'à présent par l'équipe de recherche après caractérisation des éleveurs. Ce diagnostic est aujourd'hui réalisé par des bureaux privés.

Des programmes de recherche sont également abordés par des firmes privées comme SADIA et il y a complémentarité avec l'EMBRAPA.

Discussion avec Monsieur PERDOMO

- La production porcine au Brésil se répartit ainsi :

Etats de SAO PAULO)	
MINAS GERAIS)	26,7% des abattages
RIO DE JANEIRO)	

PARANA)	40% du cheptel
--------	---	----------------

SANTA CATARINA (17%))	
----------------------	---	--

RIO GRANDE DO SUL)	60% des abattages
-------------------	---	-------------------

- Les structures de production les plus fréquentes en Santa Catarina sont des ateliers de 2 à 8 truies souvent 3 à 4

La productivité est de 13-14 porcelets/truie/an
l'indice de consommation de 3,8 à 4 chez les meilleurs éleveurs pour un aliment à 3150 Kcal. d'énergie métabolisable

l'ACAREST a situé 3 groupes :

les bons autour de 4
les moyens autour de 5
les plus mauvais à 6,15

La fluctuation des cours entraîne une grande fluctuation de la production et de l'approvisionnement. Un abattoir qui abat 3 500 porcs peut se retrouver parfois à 1 500 porcs quand le cycle de production est au plus bas.

Des ateliers directement intégrés aux firmes agro-alimentaires représentent aujourd'hui 25% de leurs besoins contre 15% auparavant. SADIA a une unité de 5000 truies.

La tendance de cette firme va semble-t-il vers des ateliers de 150 à 200 truies.

Cependant les ateliers de 3-4 truies représentent quelque chose d'important pour les firmes . Un atelier de 2 000 truies se met en place dans le Rio Grande do Sul (plan à l'appui)

Secteur Agro-alimentaire

La part du secteur coopératif est faible dans l'aval.
L'abattage est concentré dans le Santa Catarina.

PERFORMANCES OBTENUES PAR 10 ELEVAGES DE LA

REGION DE SAO PAULO

(de 200 à 1 000 truies)

Chiffres communiqués par Monsieur PERDOMO.

Nbre élevage	Nbre /truite /an	% de fécondité	Nés to-taux/truite	Nés vi-vants/truite	Sevrés /truite	% pertes	Poids vif de de vente	Age à la vente	GMQ /jour de vie	Nbre vendus /truite/an
10	2,13	81,6 %	10,57	10,03	9,17	11,3 %	86,29	159,6	540,6	21,7 (1)

(1) de 19,6 à 24,6 selon les élevages.

AGRO ALIMENTAIRE
RENCONTRE AVEC SOCIETE SAIC à Chapecó
Interlocuteur Monsieur Carlos Antonio DEBORTOLI, Directeur

- La SAIC est une Société importante au Brésil, qui intervient en amont et en aval de la production

12,5% des porcs de la région et 14,5% des volailles.

- Dans le bureau une carte indique les trois Etats qui constituent la zone d'action du groupe (Parana, Santa Catarina, Rio Grande do Sul)

- COMMENT SAIC VOIT LE DEVELOPPEMENT DE LA PRODUCTION PORCINE.

- 1er type de producteur : Engraisseur

- 300 places minimum ou un multiple de 300
- le producteur investi en bâtiment et équipement
- SAIC fournit l'aliment
- la rémunération est fonction de l'I.C. (indice de consommation)

- 2ème type de producteur : Naisseur

- Producteur plus technique que le précédent
 - 150 à 300 truies par élevage
 - Prix du porcelet : 1,4 fois le prix du Kg du porc charcutier
- C'est le syndicat des industries de la viande qui contrôle la mercuriale.

- Les reproducteurs sont fournis par la SAIC. 60% du matériel génétique est fourni par AGOPIG au Minor Gerais filiale de ROCKFELLER. 40% autre à développer à partir de souches en provenance du DK - Suède, G.B.
- projet de 1000 truies F1/mois
Races utilisées : LW Landrace, DUROC

- 3ème type : SAIC a ses propres élevages

Le quart de la production est fourni directement par des élevages propres au groupe.

Il y aurait même un pourcentage plus élevé selon des informations extérieures au groupe SAIC.

REPARTITION DE LA PRODUCTION selon SAIC

25%	d'autoapprovisionnement
20%	éleveurs intégrés
45%	fournitures par des commerçants
10%	éleveurs individuels

CLASSEMENT DES CARCASSES

C'est un technicien de l'ACAREST (Développement qui classe les carcasses.

Il y a un accord SAIC et ACAREST

Très prochainement le FAT OMEATER sera utilisé.

L'éleveur a le choix entre un prix moyen ou un paiement à la qualité.

Implantations d'élevages et environnement

- a) - La localisation tient compte des agglomérations
 - b) - L'approvisionnement en eau et la prise en compte de la non pollution des cours d'eau sont à considérer.
 - c) - Les élevages peuvent s'établir sur des sites en pente. Il faut envisager de filtrer puis presser les déjections pour obtenir un produit à épandre à 10-12% d'eau et laguner ensuite la partie liquide.
- Il faut aussi diminuer la quantité d'eau aux animaux.

en conclusion :

- Il existe une volonté d'intégration de la production, les petits élevages de 4-5 truies étant considérés sans avenir par le groupe.
- L'organisation de la production naisseurs et engraisseurs séparés laisse quelques questions en suspens sur la manière d'intéresser les deux maillons.
- Les problèmes de pollution et les solutions pour y remédier s'apparentent bien à ceux que nous connaissons.

AGRO ALIMENTAIRE
RENCONTRE AVEC SADIA à Chapecó
Interlocuteur Monsieur Claudio JORGE KRACKER, gérant

- Ce qui frappe en arrivant c'est tout le "look" digne d'une entreprise dynamique ; locaux modernes et spacieux agrémentés de plantes vertes et accueil courtois.

- La SADIA est très implantée au Brésil. Elle possède en oeuvre une importante compagnie d'aviation TRANSBRASIL qui assure les liaisons internes, laquelle a assuré certains de nos déplacements.

Elle traite 36,6% des porcs de la région et 50% des volailles

- DOMAINE D'ACTIVITE en Agro-alimentaire

- VOLAILLES, PORCS, BOVINS.
- 2 abattoirs de bovins au Mato Grosso
- Achat prévu d'un abattoir bovin à Maringa (4000 à 5000 bovins abattus par jour)
- Poulet : 35 à 40% en volume à l'exportation
260 milliards de dollars à l'export
marché de poitrine de Dinde en R.F.A. et Italie
 - . actuellement 500 poulaillers implantés sur Chapecó ce qui est la limite supérieure sur le plan sanitaire.
 - . le standard qualité du poulet est considéré comme le meilleur au monde.

- CONCEPTION DE LA PRODUCTION VU PAR SADIA

- SADIA réalise des investissements de Recherche
5 ingénieurs agronomes embauchés en juin dont un chercheur de l'EMPASC

1ère raison : garantir la production en quantité et qualité

2ème raison : il faut être compétent pour tenir

Analyse sur l'avenir en partant de la réalité

- Au Rio Grande do Sul les grands élevages ont été un échec
- Les groupements de producteurs avec naissance ont été mal gérés et 65% ont fait faillite.
- Les intégrés ont amélioré leurs résultats ces trois dernières années mais la moyenne des revenus des agriculteurs a baissé
- L'alimentation des porcs doit être vue à partir du maïs et soja de l'exploitation
- A Chapecó ça bouge :
 - il y a plus de concurrence
 - les agriculteurs sont plus organisés et il y a un climat de discussion.

Profil d'un producteur

- il faut faire participer la femme et les enfants
- il faut un exploitant stable bien vu dans sa communauté

En définitive il faut au minimum une exploitation de 7 à 10 ha. produisant 300 sacs de 60 Kg de maïs ce qui représente approximativement de quoi subvenir à 4-5 truies et l'engraissement de tous les produits soit 80 porcs environ.

REMARQUE

Notre interlocuteur avait visité en 1988 la Société VOLCLAIR filiale de l'UFAC à Saint Etienne. Tous les détails concernant la présentation des dindes après abattage figuraient dans un album. De même les courbes concernant la production du poulet et dinde par année et par pays de la CEE, étaient classées dans cet album.

12 700 dans 12 municipes de la région de Chapecó dont 85 % ont moins de 15 ha.

- leur avenir selon cooperalfa :
 - . tendance réduction des petits producteurs qui vont vers la ville ou d'autres régions
 - . la majorité font de la production porcine (5 truies/élevage en moyenne) mais la production et les prix fluctuent. Cooperalfa n'encourage pas les agriculteurs à investir.
 - . la diversification : agrumes, manioc, lait, reforestation est encouragée par Cooperalfa.
- Coopercentral représente 13,7% de la production porcine dans la région
- Coopercentral traite 62000 porcs/mois dont 15000 pour COOPERALFA et toutes les lignes de produits sont réalisées.

AGRO-ALIMENTAIRE
 Visite de COOPERALFA à Chapecó
 Interlocuteurs : Monsieur Mario Lanzmoster, 1er vice-Président
 Monsieur Eloi FRAZZON, Directeur technique

La coopération au Brésil : Selon Bertrand Pougny, ambassade de France:
 c'est 30% du P.I.B. agricole (35% en 1984)
 60% sont localisés dans le sud et sud-est.

La part d'activité varie selon les secteurs

84% du blé en 1985
 46% du soja
 69% du lait
 21% du café
 16% du cacao
 25% pour le coton
 0,5 à 12% pour les autres productions

COOPERALFA

Cette coopérative fait partie d'un groupe de 8 coopératives adhérentes à Coopercentral

Activité :

- . céréales maïs - 12000 tonnes/an
- . Soja : capacité à traiter 400 T/jour (Huile + tourteau) - reçoit le soja de ses adhérents plus la collecte de d'autres coopératives
- . Haricots : 25000 T. en 1988
- . Porcs : 16 300 T. de carcasses
- . Poulets : 4 500 T.
- . Lait : 2670 T.

Adhérents :

12 700 dans 12 municipes de la région de Chapecó dont 85 % ont moins de 15 ha.

- leur avenir selon cooperalfa :
 - . tendance réduction des petits producteurs qui vont vers la ville ou d'autres régions
 - . la majorité font de la production porcine (5 truies/élevage en moyenne) mais la production et les prix fluctuent. Cooperalfa n'encourage pas les agriculteurs à investir.
 - . la diversification : agrumes, manioc, lait, reforestation est encouragée par Cooperalfa.
- Coopercentral représente 13,7% de la production porcine dans la région
- Coopercentral traite 62000 porcs/mois dont 15000 pour COOPERALFA et toutes les lignes de produits sont réalisées.

Visite de l'abattoir à Chapecó

- 800 porcs abattus par jour
- l'abattoir et la transformation fonctionnent au bois comme la plupart des industries locales
- l'abattoir est vieillot avec beaucoup de tâches non mécanisées. Un nouvel abattoir plus moderne est en construction
- les porcs vus sur la chaîne sont hétérogènes et certains assez gros.

Impressions de cette coopérative :

- Il nous a semblé que les responsables n'avaient pas de projets et n'avaient pas le dynamisme de SADIA. La faible part des Coopératives dans le secteur agro-alimentaire et la baisse d'activité constatée globalement entre 1984 et 1985 en sont révélateurs.

Remarques :

Sur les relations coopératives brésiliennes et françaises les brésiliens ont eu l'impression que les Français avaient un objectif de commercialisation. Celui-ci s'est vite déplacé dans le domaine des échanges technologiques car sur beaucoup de produits nous sommes concurrents.